

Le commissaire européen au Développement, Louis Michel, a lancé lundi à Gaza une virulente attaque contre le Hamas qui contrôle le territoire, lui imputant une "responsabilité écrasante" dans la guerre et excluant tout dialogue avec un mouvement qualifié de "terroriste".

"Ce que j'ai vu est abominable, est injustifiable, est inacceptable", a-t-il dit lors d'une conférence de presse au siège de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) à Gaza, après avoir vu l'étendue des destructions dans le nord de la bande de Gaza suite à l'offensive israélienne.

"Il faut aussi rappeler quand même la responsabilité écrasante du Hamas. Je le dis ici à dessein, le Hamas est un mouvement terroriste et il faut le dénoncer comme tel", avait-il dit plus tôt à Jabaliya (nord).

Plus tard lors d'une réunion de presse à Tel-Aviv, M. Michel a ajouté que "tout le monde sait que derrière le Hamas il y a l'Iran et qu'un mouvement qui pratique le terrorisme est incompatible avec les valeurs que défend l'Union européenne".

M. Michel, qui s'illustre d'habitude par ses critiques fermes envers la politique israélienne, est le premier responsable européen de ce rang à visiter la bande de Gaza depuis que le mouvement islamiste palestinien Hamas y a pris le pouvoir en juin 2007, au détriment de l'Autorité palestinienne. **(Lire la suite)**

Le Hamas a "raté une opportunité d'être un interlocuteur de la communauté internationale" après sa victoire électorale en janvier 2006, en ne répondant pas à la proposition européenne de dialogue, à condition qu'il reconnaisse le droit à l'existence d'Israël et abandonne la lutte armée, a estimé M. Michel.

"On ne peut pas discuter avec un mouvement terroriste qui utilise le terrorisme comme moyen. Nous ne pouvons accepter que la manière dont le Hamas se comporte soit confondue avec de la résistance. Quand on tue des civils innocents, ce n'est pas de la résistance, c'est du terrorisme", a-t-il martelé.

M. Michel a condamné les tirs de roquettes palestiniennes mais aussi "les opérations militaires visant les civils". "Rien ne justifie le non respect du droit humanitaire international, celui-ci n'a

pas été respecté par les deux parties".

M. Michel a également critiqué une "réaction disproportionnée qui ne peut que nourrir l'extrémisme". Il s'est toutefois refusé à accuser Israël de "crimes de guerre" tout en estimant qu'en "tant que démocratie, les Israéliens ont la capacité de faire une enquête indépendante".

Le Hamas a dénoncé ces propos, les qualifiant de "déclarations odieuses qui traduisent une partialité totale en faveur de l'ennemi qu'il cherche à exonérer des massacres atroces commis contre le peuple palestinien", selon le porte-parole du gouvernement Hamas, Taher al-Nounou.

Il a accusé M. Michel de vouloir "faire plaisir à l'administration américaine et au lobby sioniste pour faire avancer sa carrière".

M. Michel a également dénoncé l'ampleur des destructions causées par l'offensive israélienne.

Il a jugé que la reconstruction sera "extrêmement difficile", appelant Israël à ouvrir entièrement les points de passage pour laisser entrer les matériaux de construction.

Rappelant l'octroi d'une aide d'urgence de 58 millions d'euros de l'UE aux Palestiniens, il a exprimé le "ras-le-bol" de l'opinion publique européenne de voir les aides partir souvent en fumée en raison des violences.

Après Gaza, il s'est rendu à Sdérot (sud d'Israël), où il a affirmé "très bien comprendre" le désarroi de la population, cible des tirs de roquettes de Gaza.